



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU JEUDI 26 NOVEMBRE 2015**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **jeudi 26 novembre 2015**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, **le jeudi 3 décembre 2015** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **18 novembre 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **jeudi 26 novembre 2015 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du PV de la réunion du 21 octobre 2015
- 2 - Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) - Périmètre de l'agglomération
- 3 - Taxe d'aménagement du secteur "Fontenelle"
- 4 - Election de la commission pour la délégation de services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif (fin des contrats avec la SEERC au 31/12/2016)
- 5 - Décision modificative n° 3 pour le budget communal (pour permettre les écritures comptables de sortie d'inventaire suite à la cession du vieux 4x4 à un particulier d'une part et pour permettre d'autre part le paiement d'une caution pour la location d'un radar pour la police municipale)
- 6 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des « Z'Amis de la Cour Valenco »
- 7 - Remise gracieuse des pénalités pour non paiement par un particulier de taxes d'urbanisme dans les délais (adresse erronée)
- 8 - Déclaration en non valeurs de titres de recettes non encaissés (cantine pour la commune et participation raccordement pour l'eau et l'assainissement)

9 - SYMIELECVAR

9-1 - Mise à disposition des réseaux de distribution d'énergie suite au transfert de compétences

9-2 - Redevance pour occupation provisoire du domaine public (ROPDP) pour les chantiers de travaux sur les réseaux d'électricité ou de gaz

10 - Convention à signer avec GRDF pour la mise en place de télétransmetteurs pour la relève des compteurs de gaz

11 - Contrat « Enfance Jeunesse » avec la C.A.F.

12 - Classes de découverte "L'Histoire à travers l'histoire" pour deux classes de l'Ecole Élémentaire - Séjour à Pont-St-Esprit - Participation financière communale

13 - Convention avec l'Inspection Académique pour permettre d'avoir recours à des intervenants réguliers rémunérés pour des actions artistiques (Arts visuels) - Projet de décoration des piliers de l'école élémentaire avec de la mosaïque sur la thématique de l'alphabet

14 - Convention signée avec l'association "BILBOK" pour les activités périscolaires

15 - Création d'un emploi d'Adjoint du Patrimoine 2^{ème} classe et suppression d'un emploi d'Adjoint Technique 2^o classe

16 - Convention à signer avec l'association "Place à l'Opéra" pour l'organisation de spectacles d'opéra sur la Commune

17 - Règlement du marché hebdomadaire - Avenant (jour et métrage)

18 - Demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine privé communal par un « food-truck » (camion de vente de produits alimentaires) - Parking du stade « La Roguère ».

19 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

20 - Questions écrites (M. KINET et M. TORRESILLA)

21 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le jeudi 26 novembre 2015, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - NAL André - BOSSUGE Brigitte - - RIHAL Pascale - TORRESILLA Claude -GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric -FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse (procuration donnée à TURINELLI Jacqueline) - REES Pénélope (procuration donnée à GAQUIERE Ingrid) - VOLANTE Florence (procuration donnée à GIRAUD Xavier) - BOULE-AMPHOUX Isabelle (procuration donnée à COEURDEUIL Yves) - DONADEY Sylviane (procuration donnée à (BREBAN Julie).

soit 21 présents et 5 pouvoirs donc 26 votants.

A noter que M. Pierre VERDON est arrivé pour la délibération n° 2 - Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) - Périmètre de l'agglomération

Les présents ont été alors au nombre de 22 avec 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1 - Approbation du PV de la réunion du 21 octobre 2015

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 21 octobre 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 21 octobre 2015,

A l'unanimité,

APPROUVE ce document.

2 - Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) - Périmètre de l'agglo

VU la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

VU l'instruction ministérielle NOR : RDFB1520588J du 27 août 2015 pour l'application des articles 33,35 et 40 de la loi NOTRe,

CONSIDERANT qu'après la mise en œuvre de la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, un document d'orientation de la coopération intercommunale dans le Var a été adopté le 22 septembre 2012. Ce dernier a renforcé la couverture du département en intercommunalité de projet puisque les 30 dernières communes isolées ont rejoint un EPCI à fiscalité propre. De fait, le territoire Varois a été structuré efficacement autour de 15 EPCI à fiscalité propre.

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, le Préfet du Var a transmis à chacun des maires et présidents d'EPCI le projet de schéma départemental de la coopération intercommunale (SDCI).

CONSIDERANT que celui-ci a fait l'objet d'une présentation le 15 octobre 2015 aux membres de la nouvelle commission départementale de coopération intercommunale (CDCI).

CONSIDERANT que, dans un souci de simplification des structures, de renforcement de leur légitimité et de génération des économies d'échelles, le projet de schéma départemental de la coopération intercommunale (SDCI) prévoit :

- **D'une part** la fusion obligatoire des Communautés de Communes « Artuby-Verdon » (9 communes) et « Lacs et Gorges du Verdon » (11 communes), en application de l'article 33 de la loi NOTRe qui prévoit un seuil minimal de population.
- **D'autre part**, la fusion des communautés de communes « Sainte-Baume-Mont-Aurélien », « Comté de Provence » et « Val d'Issole » et leur transformation au sein d'une communauté d'agglomération.

CONSIDERANT que la fusion des trois communautés de communes répond à des enjeux communs de cohérence territoriale et de synergie entre les trois bassins de vie,

CONSIDERANT que la fusion conduira à un transfert au nouvel EPCI de l'intégralité des compétences obligatoires, optionnelles et facultatives dont les EPCI existants avant la fusion étaient titulaires. L'organe délibérant pourra décider de restituer aux communes les compétences optionnelles dans un délai de 1 an à compter de la fusion. Il devra toutefois se doter de trois compétences optionnelles parmi les 9 prévues au Code Général des Collectivités Territoriales. Pour les compétences facultatives, ce délai étant porté à deux ans,

Les compétences obligatoires d'une Communauté d'agglomération sont les suivantes :

- 1- Aménagement de l'espace
- 2- Actions de développement économique
- 3- Politique de la Ville
- 4- Logement
- 5- Accueil des gens du voyage (obligatoire à compter du 1er janvier 2017)
- 6- Collecte, traitement et valorisation des déchets des ménages
- 7- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018)
- 8- Assainissement (obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020)
- 9- Eau ((obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020)

Les compétences optionnelles sont :

- 1- Protection et mise en valeur de l'environnement
- 2- Eau
- 3- Assainissement
- 4- Action sociale
- 5- Politique du logement et du cadre de vie
- 6- Equipements sportifs

Les compétences facultatives sont :

- 1- Surveillance de la voie publique
- 2- Organisation secondaire des transports scolaires
- 3- Aide à l'animation à la vie associative et culturelle.

CONSIDERANT que le projet de schéma départemental de la coopération intercommunale (SDCI) intègre la rationalisation de l'intercommunalité de gestion,

CONSIDERANT que les assemblées délibérantes disposent chacune d'un délai légal de 2 mois à compter de la réception du projet de schéma pour formuler leur avis,

CONSIDERANT qu'au terme de cette première phase de consultation des collectivités, la CDCI disposera elle-même d'un délai de 3 mois pour se prononcer à son tour sur les modifications qu'elle souhaiterait voir prises en compte dans le schéma devant être validées à une majorité des 2/3 de ses membres et respecter les objectifs généraux de la loi,

CONSIDERANT que ce schéma devra être approuvé et arrêté au plus tard le 31 mars 2016,

CONSIDERANT qu'au terme de cette procédure suivra, jusqu'au 31 décembre 2016 la phase de mise en œuvre du schéma et des dispositions règlementaires, organisationnelles et financières destinées à mettre en place. Pour chaque projet de création, fusion, transformation ou dissolution d'EPCI, un projet d'arrêté préfectoral de périmètre sera transmis aux Collectivités et EPCI concernés au plus tard le 15 juin 2016. Ceux-ci disposeront alors d'un délai de 75 jours pour rendre leur avis,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu le rapport présenté par Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

EMET un avis favorable au projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale tel que présenté par Monsieur le Préfet du Var à la CDCI le 15 octobre 2015 ;

PREND ACTE de la décision des Présidents des trois communautés de communes susvisées d'implanter le futur siège de la communauté d'agglomération à Brignoles.

3 - Taxe d'aménagement du secteur "Fontenelle"

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L 331-15,

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 créant la Projet Urbain Partenarial (P.U.P.), et notamment les articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'Urbanisme,

Vu la loi 2010-1658 du 29 décembre 2010 instituant la Taxe d'Aménagement à compter du 1^{er} mars 2012, et notamment son article 28,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) qui modifie par son article 165 l'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° 2015-168 du 21 octobre 2015 maintenant la Taxe d'Aménagement sur le territoire communal au taux de 5 %, sauf pour les secteurs Serre de Laval, Les Grandes Aires, La Plaine, La Roguère, où le taux a été majoré pour être porté à 12 %.

Considérant que l'article précité du Code de l'Urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions,

Considérant que le secteur du quartier « Fontenelle » a fait l'objet de discussion lors de la réunion du Conseil Municipal du 21 octobre 2015, quant à savoir si le taux de la taxe d'aménagement serait majoré en 2016, vu le zonage du POS (UC et UE),

Considérant que la majoration du taux de la taxe d'aménagement implique que la Commune prenne en charge financièrement les travaux d'infrastructures et de superstructures induits par les nouveaux projets immobiliers sur le secteur concerné, que le produit de la taxe soit suffisant ou pas,

Considérant que le recours au Projet Urbain Partenarial (P.U.P.) présente plus d'avantages financiers pour la Commune, une convention de partenariat étant signée avec le bénéficiaire d'une autorisation d'urbanisme pour le financement des équipements publics rendus nécessaires (réseaux divers mais aussi, si besoin est, les écoles, la station d'épuration, etc....)

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 3 abstentions : Mmes -MIONET-DONADEY-VOLANTE,

DECIDE que le taux de la taxe d'aménagement du secteur de « Fontenelle » reste identique à celui du territoire communal (hormis les secteurs Serre de Laval, Les Grandes Aires, La Plaine, La Roguère) soit à 5 %.

PRECISE qu'une délibération ultérieure se prononcera sur le ou les secteur(s) à soumettre au P.U.P.

4 - Election de la commission pour la délégation de services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif (fin des contrats avec la SEERC au 31/12/2016)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, suite à la modification de la composition des groupes d'opposition, certains ne sont plus représentés que par un seul membre. En conséquence si ce membre présente sa candidature en tant que titulaire, il ne peut avoir de suppléant. Les textes imposent qu'un titulaire ait un suppléant.

La question de savoir comment solutionner ce problème a été posée à l'Avocat Conseil de la Commune et la réponse est en attente.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de bien vouloir renvoyer cette question à une prochaine réunion.

Il indique que ce temps de réflexion supplémentaire pourra permettre au groupe d'opposition, représenté par Mme BOULE AMPHOUX et MM COEURDEUIL et PAZ, de faire connaître s'il propose des candidats.

M. KINET pense que cette désignation est prématurée et demande d'attendre de savoir quel mode de gestion va être choisi par le Conseil Municipal, pour la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement (en régie ou en affermage), avant d'élire une commission de délégation de service public. Il indique qu'un simple avenant de prolongation du délai de la DSP actuelle pourrait être passé pour un délai de 5 ans, sans relancer une procédure.

M. le Maire répond que des renseignements seront pris sur cette information. Il précise que la Commission de DSP peut être élue à tout moment car elle a pour attribution de se prononcer sur toutes délégations de services publics et non pas seulement sur les réseaux d'eau et d'assainissement.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité de reporter cette question à une réunion ultérieure.

5 - Décision modificative n° 3 pour le budget communal (pour permettre les écritures comptables de sortie d'inventaire suite à la cession du vieux 4x4 à un particulier d'une part et pour permettre d'autre part le paiement d'une caution pour la location d'un radar pour la police municipale)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour abonder des imputations comptables insuffisamment créditées lors du budget primitif communal de 2015.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 3 proposée :

Dépenses d'investissement

27 - 275 - Dépôts et cautionnements.....	+ 2.500,00 €
402-2315 - Place Gambetta - Immobilisations en cours.....	- 2.500,00 €
307 - 21571 - Acquisition de matériel roulant.....	+ 651,00 €

Recettes d'investissement

024 - Produits des cessions d'immobilisations.....	+ 651,00 €
--	------------

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

APPROUVE la décision modificative n° 3 proposée pour le Budget Communal 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

6 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des « Z'Amis de la Cour Valenco »

La Commission des Subventions a rejeté la demande de l'association car établie par simple courrier et non sur l'imprimé spécifique mis en place suite à l'adoption du règlement sur l'étude et l'attribution des subventions.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de reporter cette question à la prochaine réunion.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le renvoi de cette question à la prochaine réunion.

7 - Remise gracieuse des pénalités pour non paiement par un particulier de taxes d'urbanisme dans les délais (adresse erronée)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la demande du Centre des Finances Publiques de TOULON, un avis doit être donné par la Commune de LE VAL sur une demande de remise gracieuse de pénalités de retard pour le paiement de taxes d'urbanisme.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN qui précise que cette demande fait suite à un problème d'adressage du courrier envoyé par le Centre au bénéficiaire du permis de construire n° 14309B0029 pour le recouvrement des taxes d'urbanisme.

Mme BREBAN indique qu'en vertu de l'article L 251A du Livre de Procédures Fiscales, le Conseil Municipal est compétent pour accorder la remise gracieuse de pénalités de retard liquidées à défaut de paiement à la date d'exigibilité des taxes, versements et participations d'urbanisme.

Elle précise que le Centre des Finances Publiques de TOULON a émis un avis favorable sur cette demande de remise gracieuse de pénalités de retard.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE la proposition du Centre des Finances Publiques de TOULON,

ACCORDE la remise gracieuse des pénalités pour le permis de construire n° 14309B0029 pour un montant de 264 €.

8 - Déclaration en non valeurs de titres de recettes non encaissés (cantine pour la commune et participation raccordement pour l'eau et l'assainissement)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles sollicite l'admission en non-valeurs de certaines recettes paraissant irrécouvrables (débitteur insolvable, disparu,...).

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui précise qu'en règle générale, pour les créances comprises entre 40 et 160 €, le motif de l'irrécouvrabilité est noté sur l'état joint au courrier, et pour celles d'un montant unitaire supérieur à 160 €, les justificatifs des démarches accomplies par le Trésor Public sont tenus à la disposition de la Commune et seront joints au compte de gestion.

Les poursuites ne sont pas arrêtées. Si les sommes sont perçues dans les mois qui viennent, elles seront encaissées sur le budget en recettes exceptionnelles.

Pour le budget communal, il s'agit de frais de cantine pour un total de 166,06 € et pour le budget du service public de l'assainissement, il s'agit de soldes dus sur des participations de raccordement pour un total de 76.66 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE de déclarer irrécouvrables et donc d'admettre en non-valeurs les recettes listées par Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles, soit pour un montant total de 166,06 € pour le budget communal et de 76,66 € pour le budget du service public de l'assainissement.

AUTORISE Monsieur le Maire à émettre les mandats d'admissions en non-valeur, au compte 654

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets concernés.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour affecter des crédits suffisants à l'imputation budgétaire affectée aux créances admises en non-valeur.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 2 proposée :

- compte 6541 (chapitre 65)
-Créances admises en non-valeur..... + 76.66 €
- compte 673 (chapitre 67)
-Titres annulés sur exercices antérieurs..... - 76.66 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative n° 2 proposée pour le Budget du Service Public de l'Assainissement 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

9 - SYMIELECVAR

9-1 - Mise à disposition des réseaux de distribution d'énergie suite au transfert de compétences

Monsieur le Maire expose que le SYMIELECVAR a signalé avoir commis une erreur matérielle portant sur la valeur des biens mis à sa disposition (ouvrages de distribution d'énergie électrique) par la Commune de LE VAL, suite au transfert de compétences.

Il demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir annuler sa délibération du 27 mars 2009 et la remplacer par les termes suivants :

Considérant que la commune de LE VAL a transféré son pouvoir d'autorité concédante des réseaux de distribution publique d'électricité au SYMIELECVAR,

Considérant qu'en application de l'article L.5721-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune qui transfère une compétence au SYMIELECVAR s'engage à mettre à la disposition de ce dernier les biens et services nécessaires à l'exercice de cette même compétence, et ce dans les conditions prévues par les articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ; s'agissant des biens relatifs aux réseaux concédés de distribution d'électricité, la mise à disposition constitue le régime de droit commun obligatoire,

Considérant que la mise à disposition a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, c'est-à-dire que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

1 - Mise à disposition des équipements existants - descriptif des biens :

La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux publics de distribution d'électricité concédés à EDF précisés dans le procès verbal de mise à disposition des biens à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire physique et financier du concessionnaire E.R.D.F à la date du 31 décembre 2002.

2 - Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties :

Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient au 31 décembre 2002.

3 - Dispositions comptables

Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux publics de distribution d'électricité font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la subdivision concernée au compte 21534 (installations réseaux d'électrification) pour le montant fourni par E.R.D.F, soit 537.210,51 € au titre de l'électricité.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

4 - Dispositions techniques

Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

5 - Dispositions diverses

En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintègrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

9-2 - Redevance pour occupation provisoire du domaine public (ROPDP) pour les chantiers de travaux sur les réseaux d'électricité ou de gaz

VU le Décret du 25 mars 2015 précisant les modalités de fixation par les communes et les départements des montants de redevance due pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux portant sur des ouvrages de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz,

CONSIDERANT que pour percevoir la Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP), la commune doit avoir délibéré avant le 31 décembre 2015 afin d'instaurer le principe de la perception de cette redevance,

CONSIDERANT que le montant de la recette sera calculé chaque année, sur la base des longueurs de canalisations et lignes de transport, construites et renouvelées, mises en gaz et en électricité au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due,

CONSIDERANT qu'il est proposé au Conseil municipal de fixer le taux de la redevance pour l'occupation du domaine public au seuil maximal de 0,35 € /mètre de canalisation et de ligne de transport,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE l'instauration de la redevance due aux communes pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux portant sur des ouvrages de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz,

DIT que cette mesure permettra de procéder à l'établissement de titres de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à ladite redevance.

10 - Convention à signer avec GRDF pour la mise en place de télétransmetteurs pour la relève des compteurs de gaz

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que GRDF a pris contact avec la Mairie afin de soumettre leur projet d'installation, sur des bâtiments publics, d'équipement de télérelève (antennes) en vue de l'installation de compteurs dits « communicants ».

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique à l'assemblée que, d'après GrDF, depuis plusieurs années, les attentes des clients et des fournisseurs de gaz visent à une plus grande fiabilité du comptage, à une augmentation de la fréquence des relevés pour une meilleure maîtrise des consommations, et à la mise à disposition de données pour une facturation systématique sur index réels. Dans un même temps, les progrès technologiques offrent de nouvelles possibilités pour mieux vivre la consommation des clients et rapatrier leur index de consommation. La Commission de Régulation de l'Energie (C.R.E.) a travaillé sur ce dossier en relation avec GRDF pour arriver à la conclusion qu'une solution technique performante, à un coût acceptable, fiable dans le temps et répondant aux besoins de l'ensemble des parties prenantes, pouvait être conçue.

Le projet de compteurs « communicants » GrDF a un objectif double. Il tend à améliorer la qualité de la facturation et la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réels mais aussi de développer la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation.

La mise en œuvre de ces compteurs communicants nécessite de poser des concentrateurs sur des points hauts de la Commune qui seraient la Mairie et les mats d'éclairage du stade municipal.

Pour ce faire, une convention cadre ou « d'hébergement » devra être signée entre la Commune et GrDF pour, dans un premier temps, déterminer les conditions dans lesquelles ces deux emplacements seront mis à la disposition de GrDF pour l'installation des équipements techniques. Dans un second temps, une convention particulière propre à chaque site sera signée pour finaliser les accords.

M. DEBAQUE donne lecture du projet de convention cadre et demande au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Il précise que la convention particulière sera soumise à l'assemblée délibérante lors d'une future réunion.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 3 abstentions : Mme INGRASSIA et BREBAN et M. PAZ,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention cadre avec GrDF pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève préalable à la mise en service de compteurs communicants

MANDATE Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

11 - Contrat « Enfance Jeunesse » avec la C.A.F.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Caisse d'Allocations Familiales propose aux collectivités territoriales de signer des Contrats Enfance Jeunesse permettant d'organiser des activités pour les jeunes (jusqu'à 17 ans) et ce tout au long de l'année.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse.

Madame PASQUET informe l'assemblée que le C.E.J est un contrat d'objectifs et de co-financement qui vise le développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.

Elle précise qu'actuellement environ 70 jeunes âgés de 11 à 17 ans sont inscrits auprès de l'association « BILBOK » sise à LE VAL, reconnue par la Ligue de l'Enseignement, la Fédération des Œuvres Laïques, la D.D.C.S, la CAF, le Département et la Région. Cette association, gérée par des bénévoles, ne peut faire face à la demande malgré de nombreuses activités organisées tout au long de l'année.

Les besoins de ces jeunes sont de trouver un accueil, un lieu où se rencontrer pour s'adonner à des activités diverses et variées en rapport avec leur âge, encadrés par des animateurs qualifiés. Ces jeunes deviendraient acteurs de leur temps libre, développeraient leur sens de la responsabilité, deviendraient éco-citoyens et participeraient à la vie de la commune.

Aussi, Mme PASQUET propose d'une part qu'un contrat tripartite soit signé : Commune/CAF/ Association « BILBOK » et d'autre part qu'une subvention de fonctionnement de 15.000 € soit allouée à cette association valoise pour mener à bien sa mission auprès de la jeunesse.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 6 abstentions : MM. COEURDEUIL-BOULE AMPHOUX-GAULET-FOURNEL-VERDON-LANGE

APPROUVE le projet de Contrat Enfance Jeunesse à passer avec la CAF et l'association « BILBOK »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce contrat et à prendre toutes les dispositions utiles à son application

ALLOUE une subvention de fonctionnement de 15.000 € pour l'année 2016 à l'association valoise « BILBOK » afin de l'aider à mener à bien sa mission auprès de la jeunesse dans le cadre de ce contrat tripartite.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal 2016 chapitre 65.

12 - Classes de découverte "L'Histoire à travers l'histoire" pour deux classes de l'Ecole Elémentaire - Séjour à Pont-St-Esprit - Participation financière communale

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du souhait de deux classes de l'Ecole Elémentaire du Val (CE 2) de faire participer leurs élèves à une classe de découvertes du 27 au 29 avril 2016 sur le thème de « L'Histoire à travers l'Histoire », pour un coût de 6.435 €. Ce séjour au centre « St Pancrace » de Pont St Esprit (Gard) concernera 48 élèves et s'inscrit dans le projet pédagogique de l'école.

Il est demandé par Madame la Directrice de l'Ecole Elémentaire une participation financière de la Commune à hauteur de 65 € par enfant, soit un total de 3.120 €, le solde restant à la charge des familles et de l'O.C.C.E. de l'établissement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de participer financièrement à cette classe de découvertes à Pont St Esprit (Gard) pour les élèves de deux classes de l'Ecole Elémentaire du Val à hauteur de 3.120 €,

PRECISE que cette subvention sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Elémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 (chapitre 65).

13 - Convention avec l'Inspection Académique pour permettre d'avoir recours à des intervenants réguliers rémunérés pour des actions artistiques (Arts visuels) - Projet de décoration des piliers de l'école élémentaire avec de la mosaïque sur la thématique de l'alphabet

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du projet pédagogique de l'école élémentaire pour l'année scolaire 2015/2016.

Ce projet a pour but d'impliquer l'ensemble des élèves dans la restauration de leur cadre de vie tout en participant à une œuvre collective au niveau des Arts Plastiques sous l'égide de l'Education Nationale (E.N.), et avec une Artiste Mosaïste agréée par l'E.N.

Mme PASQUET indique que le coût de ce projet s'élèvera à 3.388 €, soit 2.268 € pour l'intervention de l'Artiste Mosaïste et 1.120 € d'achat de matériaux divers.

Elle informe l'assemblée que le plan de financement prévisionnel suivant a été arrêté :

-Coopérative de l'Ecole.....	1.200 €
-Dotation de la Commune.....	2.188 €
TOTAL.....	3.388 €

Mme PASQUET précise que la dotation annuelle pour l'achat de gros matériel d'un montant de 1.500 € sera remplacée, pour l'année scolaire 2015/2016, par cette dotation pour le projet pédagogique. Le budget affecté aux activités périscolaires se verra amputé de 688 € qui seront alloués à ce projet.

Elle donne lecture à l'assemblée du projet de convention à signer avec l'Education Nationale ainsi que du devis de l'Artiste Mosaïste.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce projet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes du projet de convention à signer avec l'Education Nationale pour le recours, en éducation artistique et culturelle, à des intervenants réguliers rémunérés, et en l'occurrence à une Artiste Mosaïste dans le cadre du projet pédagogique de l'école élémentaire du VAL pour l'année scolaire 2015/2016,

PRECISE que la dotation communale, soit 2.188 €, sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Elémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 (chapitre 65).

14 - Convention signée avec l'association "BILBOK" pour les activités périscolaires

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée des problèmes rencontrés pour l'organisation des activités périscolaires, de la garderie municipale, de la pause méridienne et de l'accueil de loisirs du mercredi après-midi, lors de l'absence pour raisons diverses des agents communaux qui en sont chargés.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, qui informe l'assemblée que, dans le cas de ces absences souvent connues au dernier moment, la Commune doit pouvoir faire appel à des intervenants remplaçants afin que les enfants ne soient pas livrés à eux-mêmes.

Elle propose de passer une convention avec l'association « BILBOK » afin que certains de ses membres qualifiés puissent alors intervenir au pied levé et assurer l'activité périscolaire à laquelle sont inscrits les enfants.

Les prestations « NAPS » de cette association seront facturées aux mêmes conditions que celles des intervenants extérieurs, soit à 21,86 € de l'heure (majoré à 23,74 € en période VIGIPIRATE).

Les remplacements des agents absents lors de la garderie municipale, de la pause méridienne ou de l'accueil de loisirs du mercredi après-midi, seront assurés par ces mêmes membres de l'association « BILBOK » et facturés au SMIC horaire.

Mme PASQUET donne lecture à l'assemblée du projet de convention à passer avec l'association « BILBOK ».

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention : M. COEURDEUIL

APPROUVE le projet de convention à passer avec l'association « BILBOK » pour le remplacement des agents communaux lors des activités périscolaires, de la garderie municipale, de la pause méridienne et de l'accueil de loisirs du mercredi après-midi.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à son application,

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 011)

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée des nouvelles dispositions mises en place dans le cadre du plan Vigipirate renforcé au niveau des établissements scolaires notamment.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, qui informe l'assemblée que, jusqu'à fin février 2016, des mesures particulières sont à prendre par les collectivités pour assurer la protection maximale des élèves.

Parmi les dispositions prises figurent celles qui concernent les animateurs et intervenants chargés de la mise en œuvre des nouvelles activités périscolaires, qui sont obligés d'être présents un quart d'heure avant le début de chaque activité pour accueillir les enfants au portail de l'école élémentaire, vu que l'accès en est interdit aux parents.

En conséquence, Mme PASQUET indique que le montant de l'intervention, arrêté par délibération du 21 août 2014 à 21,86 € net, soit majoré du montant net d'une heure au SMIC, soit 7,53 €. Le montant d'une intervention serait donc fixée à 23,74 € net à partir du 16 novembre 2015 et jusqu'à la fin du Plan Vigipirate.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention : M. COEURDEUIL

ACCEPTE de porter le montant d'une intervention d'animateur, pour les nouvelles activités périscolaires, à 23,74 € pendant la période concernée par le plan VIGIPIRATE renforcé.

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 011)

15 - Création d'un emploi d'Adjoint du Patrimoine 2^{ème} classe et suppression d'un emploi d'Adjoint Technique 2^o classe

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un agent a été reconnu définitivement inapte physiquement à l'exercice de ses fonctions sur le poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. Xavier GIRAUD indique que cette reconnaissance d'inaptitude physique définitive a contraint la Commune à trouver une solution de reclassement de l'agent. Un poste à la Médiathèque pour un Adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe étant nécessaire, ce reclassement a été proposé et accepté.

Il ajoute que la proposition de création d'emploi Adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe a été présentée à la Commission du Personnel qui l'a validée. La suppression du poste vacant Adjoint Technique de 2^{ème} classe a également été proposée et validée.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à propos de ces création et suppression d'emploi.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à l'organisation de la carrière et à l'échelonnement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C,

Vu le décret n° 2006-1692 du 22/12/2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints du Patrimoine territoriaux,

Considérant que l'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emploi ci-dessus concerné,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD quant à :

- créer un emploi d'Adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe permanent à temps complet, à compter du 1^{er} décembre 2015
- supprimer à la même date le poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe devenu vacant

DECIDE de modifier le tableau des effectifs des emplois permanents en conséquence,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

16 - Convention à signer avec l'association "Place à l'Opéra" pour l'organisation de spectacles d'opéra sur la Commune

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée aux Festivités et à la Culture, qui informe le Conseil Municipal du projet de convention proposé par l'association « Place à l'Opéra » en vue de la représentation d'un opéra sur la Commune durant l'été 2016. Elle en donne lecture à l'assemblée.

Elle précise que la Commune devra verser une subvention annuelle de 1.500 € à l'association « Place à l'Opéra » pour l'aider à la création d'un spectacle. Ce montant sera révisé à la baisse si plus de 5 partenaires cosignent la convention.

Pour participer aux frais de la représentation, chaque partenaire devra verser à l'association un montant de 3.500 € au titre de la prestation musicale.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée aux Festivités et à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes du projet de convention proposé par l'association « Place à l'Opéra »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

INDIQUE que les crédits nécessaires, soit 1.500 € de subvention et 3.500 € de prestation seront inscrits au budget 2016 (respectivement chapitres 65 et 011).

17 - Règlement du marché hebdomadaire - Avenant (jour et métrage)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe chargée de la gestion du marché hebdomadaire.

Mme TURINELLI informe le Conseil Municipal qu'un commerçant ambulant a demandé l'autorisation de stationner sur la Place Gambetta le mardi matin. Elle propose donc que le marché, fixé au vendredi matin, soit élargi au mardi matin afin de pouvoir recevoir dans les mêmes conditions (fixées par le règlement du 16 juin 2011), les commerçants ambulants dont l'activité ne vient pas concurrencer, ce jour-là, celle des commerçants valais sédentaires.

Mme TURINELLI indique également que deux modifications dudit règlement avaient été votées par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2011 visant à ramener la longueur maximum de l'emplacement de 12 m à 10 m et à interdire le stationnement à compter de 5h du matin au lieu de 6h. Elle précise que ces deux prescriptions n'ont jamais été appliquées et propose en conséquence de les annuler.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe, chargée de la gestion du marché hebdomadaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ANNULE la délibération du 15 novembre 2011 relative à la longueur maximum d'un emplacement et à l'heure de début du stationnement interdit

ACCEPTE qu'un avenant soit annexé au règlement du marché du 16 juin 2011 permettant, le mardi matin, aux commerçants ambulants, dont l'activité ne vient pas concurrencer, ce jour-là, celle des commerçants valais sédentaires, de s'installer sur la Place Gambetta dans les mêmes conditions que celles appliquées le vendredi matin.

18 - Demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine privé communal par un « food-truck » (camion de vente de produits alimentaires) - Parking du stade « La Roguère ».

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe chargée de la gestion de l'occupation du domaine communal par les commerçants ambulants.

Mme TURINELLI informe le Conseil Municipal qu'un commerçant ambulant a demandé l'autorisation de stationner sur le parking du stade municipal de « La Roguère » le vendredi soir. Elle propose donc qu'une convention précaire et révocable soit signée avec ce commerçant pour occupation du domaine privé communal sur les bases des conditions du règlement du marché bi-hebdomadaire. Cette convention sera établie pour une durée d'un an reconductible.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe chargée de la gestion de l'occupation du domaine communal par les commerçants ambulants,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE qu'une convention soit passée avec le gérant du food-truck « Lm'Ange » pour l'occupation du domaine privé communal situé sur le parking du stade municipal de « La Roguère », parcelle cadastrée C 2103 chaque vendredi soir.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention précaire et révocable

19 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante n'avoir pas pris de décision dans le cadre de ses délégations, depuis le 21 octobre 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal.
Monsieur le Maire indique d'autre part que 11 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 21 octobre 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 21 octobre 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

20 - Questions écrites (M. KINET et M. TORRESILLA)

M. KINET déclare avoir reçu les réponses qu'il attendait, de la part de M. DEBAQUE, aux questions qu'il souhaitait poser en Conseil Municipal. Il retire donc sa demande.

M. TORRESILLA

1 - Monsieur le Maire,

Je me permets de m'interroger sur l'installation d'une structure algeco posée à demeure depuis plusieurs mois maintenant, sur la parcelle de « l'entrepôt italien » en bordure de la déviation et qui sert, semble t'il, de point cuisine pour de la petite restauration.

Cette structure légère est elle autorisée par le POS ?

M. SAULNIER répond que renseignements ont été pris auprès du service d'urbanisme et confirmation a été donnée sur la possibilité donnée par le POS d'installer des annexes à l'activité commerciale (locaux liés à l'activité).

M. TORRESILLA indique que le règlement semble interdire l'installation de ce type de structure mais qu'à priori le Responsable du Service d'Urbanisme interprète ledit règlement de façon différente. Il demande que cette interprétation soit confirmée car il redoute la prolifération de ce type de structure.

M. SAULNIER indique qu'il n'était pas du tout favorable à cette implantation mais qu'il a dû l'accepter vu le règlement du POS.

M. COEURDEUIL demande la durée de l'autorisation de cette implantation.

M. SAULNIER indique que le service d'urbanisme n'a délivré aucune autorisation mais pris en compte seulement la déclaration des propriétaires informant la Mairie de leur intention d'installer cette structure. Il précise que la question sera posée de savoir si une durée maximale peut être envisagée.

M. TORRESILLA

2 - Monsieur le Maire,

Pouvez vous apporter quelques éclaircissements à mon courrier adressé au service urbanisme le 2 novembre (copie à C. DEBAQUE) et qui à ce jour est resté sans réponse ?

Pour information, il s'agit d'un courrier faisant le relais d'un pétitionnaire qui attend depuis dix mois (lettre en Février puis rappel en Juin) que la mairie lui indique la position de la clôture qu'il veut réaliser en bordure du chemin communal du Colombier frappé par un Emplacement Réservé.

M. SAULNIER donne la parole à M. DEBAQUE qui indique être en possession à ce jour du dossier complet concernant cette affaire. M. DEBAQUE propose à M. TORRESILLA, qui accepte, de traiter cette question en aparté car ne concernant nullement le Conseil Municipal.

M. TORRESILLA

3 - Monsieur le Maire,

De mémoire, lors de l'enquête publique concernant le parc photovoltaïque, la société VALECO prévoyait un aménagement paysager le long de la clôture au droit de la route départementale afin de parfaire l'intégration du projet dans le site. Or à ce jour rien n'a été réalisé... Pouvons-nous avoir quelques précisions sur le cahier des charges qui incombe au maître d'ouvrage à ce sujet ?

M. SAULNIER indique qu'une rencontre a eu lieu en 2014, dans son bureau, avec un représentant de la Sté VALECO. A cette occasion, la création d'un merlon avec plantation d'une haie a bien été reconnue par la Sté VALECO qui s'est engagée à réaliser ces travaux dès que possible. Le merlon a bien été créé depuis plusieurs mois mais pas les plantations. Le volet paysager du dossier de permis de construire prévoit cette prestation mais sans fixer de date de réalisation. M. SAULNIER indique qu'une relance va être faite auprès de ce responsable afin que le jour de l'inauguration, cette haie soit effectivement plantée.

M. SAULNIER tient à rappeler que la liste qu'il menait, pendant la campagne électorale précédant les élections municipales de 2014, n'était pas opposée au projet en lui-même, car les énergies renouvelables représentent l'avenir, mais contre l'implantation sur ce site limitrophe au domaine communal de « Châteaurenard ».

M. FOURNEL intervient pour rappeler que la Commune a loué ses terrains à VALECO.

M. SAULNIER rappelle que les terrains loués ne représentent que la petite partie située en bord de route départementale pour l'entrée sur le site. La presque totalité du terrain d'implantation appartient à VALECO.

M. GIRAUD propose à l'assemblée que l'équipe municipale précédente soit invitée à l'inauguration car ayant porté le projet. Il pense que ce serait correct de les inviter vu qu'ils ont travaillé sur ce dossier.

M. SAULNIER rétorque que ce n'est pas cette équipe qui a porté le projet mais l'Etat puisque c'est lui qui a instruit et délivré le permis de construire.

M. KINET intervient pour signaler que le Conseil Municipal de l'époque a quand même voté la modification du POS nécessaire à la déclaration de projet.

M. SAULNIER répond que cette décision était en quelque sorte une obligation imposée par l'Etat vu le caractère d'utilité publique de l'opération.

M. COEURDEUIL intervient à son tour pour signaler que si la modification du POS n'avait pas été votée, le projet n'aurait pas pu se réaliser.

M. SAULNIER précise qu'alors le Préfet aurait passé outre.

M. COEURDEUIL se déclare contre les énergies renouvelables car l'électricité fabriquée par ces panneaux photovoltaïques est rachetée à raison de deux fois son prix par EDF. Les éoliennes ont une capacité de rendement de 13 % et coûtent cher à la réalisation, les panneaux 35 %. Le nucléaire, perçu comme dangereux induit-il combien de morts, et le charbon ? etc.. On devrait poser les questions ainsi. Dans 15 ou 20 ans qui est la durée de vie de ces panneaux, quid du recyclage des composants qui sont fortement polluants ? Personne n'en parle ! C'est un mensonge d'Etat ! Si la Commune avait bloqué le dossier à l'époque, l'Etat n'aurait pas fait le forcing !

Mme PASQUET indique que nous ne savons pas encore comment démanteler les centrales nucléaires et que nous laissons cela en héritage à nos enfants.

M. CULINATI tient à indiquer qu'il est tout à fait contre le fait d'inviter l'ancienne municipalité à l'inauguration du parc photovoltaïque car en 2008, deux mois après que son équipe ait perdu les élections municipales, a eu lieu l'inauguration de la Maison de Retraite, projet porté par cette équipe, et celle-ci n'a pas été invitée.

M. BENTOUMI pense que c'est à VALECO de décider.

M. SAULNIER répond que VALECO a délégué les invitations locales à la Mairie.

Mme INGRASSIA indique être contre le fait d'inviter l'équipe municipale précédente car ils ont laissé la Commune dans un triste état et n'ont à recevoir aucun signe de reconnaissance.

M. TORRESILLA indique que le volet paysager était très important dans le dossier de VALECO. Il demande à ce que la Préfecture soit contactée afin de savoir si la conformité a été donnée au projet. Il souhaite que M. le Maire insiste sur l'obligation de réaliser cet aménagement prévu dans le cahier des charges et demande la date limite de réalisation accordée.

21 - Questions orales

LA SEANCE EST LEVEE A 21h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

